



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - N10 - FEV 2020



LE SAHEL,

PRIORITE DES NATIONS UNIES



SOMMAIRE

■ EDITO

P.05 Optimiste pour le Sahel

Par Mohamed Ibn Chambas

■ FOCUS

P.06 La Stratégie Intégrée des Nations unies pour soutenir les pays du Sahel

P.10 "Je suis optimiste pour le futur. Nous le devons à nos populations"

*Interview avec Maman SIDIKOU,
Secrétaire Permanent du G5 Sahel*

■ FAITS MARQUANTS

P.14 Le HCR et le BIT aident à l'intégration des réfugiés maliens en Mauritanie

P.18 Le Programme Alimentaire Mondial renforce la résilience des communautés du Sahel

P.22 L'UNICEF fournit des services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour améliorer la nutrition et l'état de santé des communautés en Mauritanie

P.26 Une parcelle de terrain: L'espoir retrouvé à Agadez

P.29 Les femmes au Sahel agissent pour la Paix et la Sécurité

P.30 Le dividende démographique pour un développement durable au Sahel

P.32 Le rôle actif de l'ONU DC pour aider à résoudre les défis sécuritaires au Sahel

■ PORTRAIT

P.36 Hugues Fabrice Zango, *Le Sahel qui gagne*

NOTE DE PLAIDOYER POUR LA RÉGION DU SAHEL



Jan 2020

La recrudescence de la violence armée au Burkina Faso, au Mali et au Niger a un impact dévastateur sur la survie, l'éducation, la protection et le bien-être des enfants. Une région au potentiel immense, le Sahel a toujours été l'une des régions les plus vulnérables d'Afrique. La région abrite certains pays ayant les indicateurs de développement les plus faibles au monde.

La forte augmentation des attaques armées contre les communautés, les écoles, les centres de santé et les autres institutions et infrastructures publiques a atteint des niveaux sans précédent. La violence perturbe les moyens de subsistance et l'accès aux services sociaux de base, notamment à l'éducation et aux soins de santé.

Télécharger ici: tiny.cc/wc6njz

SOUSCRIPTION

Pour recevoir la version online de UNOWAS Magazine, veuillez vous inscrire en envoyant un message à l'adresse email ci-dessous:

unowascpio@un.org

SUIVEZ NOUS

-  unowas.unmissions.org
-  twitter.com/UN_UNOWAS
-  facebook.com/UNOWAS
-  flickr.com/UNOWAS



Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial
du Secrétaire général
et Chef du Bureau des
Nations Unies pour
l'Afrique de l'Ouest et le
Sahel



**Il faut une
approche
holistique et
coordonnée
qui agit
efficacement
sur des
domaines aussi
divers que la
sécurité, la
gouvernance, la
résilience et le
développement**

OPTIMISTE POUR LE SAHEL

Malgré son énorme potentiel et l'abondance de ses ressources, la région du Sahel reste confrontée à de multiples défis qui entravent son progrès vers une paix et un développement durable.

Sans aucun doute, l'impact de la situation sécuritaire sur la stabilité de la région est des plus marquant et préoccupant. Mais comme nous l'avons déjà souligné, face à ce défi, la réponse sécuritaire, aussi nécessaire soit-elle, n'est pas et ne sera pas suffisante pour éradiquer ce fléau et maintenir le Sahel dans une dynamique de développement.

Il faut une approche holistique et coordonnée qui agit efficacement sur des domaines aussi divers que la sécurité, la gouvernance, la résilience et le développement, car les causes profondes auxquels le Sahel fait face aujourd'hui sont interconnectés. Et la réalité du Sahel nous le montre régulièrement.

Les Nations Unies ont procédé au recadrage de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), afin de prendre en compte les Objectifs du Développement Durable (ODD) et la Stratégie de l'Union Africaine. Un plan de soutien du système de Nations Unies a également été développé pour permettre aux agences et programmes, et les équipes pays des Nations Unies, ainsi que les coordonnateurs résidents, de travailler ensemble et en coordination étroite avec les pays du Sahel, les organisations régionales et les partenaires afin d'améliorer les conditions de vie des populations du Sahel.

En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie intégrée, le travail fourni par les diverses agences et programmes des Nations Unies a été vital pour des milliers de personnes à travers le Sahel.

Les innombrables projets et initiatives en cours dont le Magazine UNOWAS fait écho dans cette édition spéciale, témoignent de la valeur ajoutée de l'action

des Nations Unies dans le renforcement du développement et de la résilience des femmes, des jeunes et des hommes au Sahel.

Les projets réalisés par le Programme Alimentaire Mondial pour renforcer la résilience des populations au Sahel ; le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF) qui achemine l'eau potable à travers l'énergie solaire pour aider les communautés en Mauritanie à cultiver leurs terres ; le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Bureau International du Travail (BIT) qui conjointement aident des réfugiés maliens à s'intégrer en Mauritanie à travers un programme de formation et d'aide à l'emploi ; l'ONU Femmes qui mobilise les femmes et les jeunes au Sahel pour intervenir dans les processus de paix ; ou le projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) de le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) qui met l'accent sur l'apport du dividende démographique dans le développement durable au Sahel en réduisant l'inégalité des genres ; ou l'action de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en collaboration avec la Convention sur la Lutte Contre la Désertification (UNCCD) au Niger auprès de communautés touchées par les flux migratoires ; ou encore le soutien actif de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) aux pays de la région dans leurs efforts de lutte contre les défis sécuritaires- tous ces projets et tant d'autres, démontrent l'efficacité de l'approche pluridimensionnelle et de l'action coordonnée et intégrée des agences et programmes des Nations Unies avec leurs partenaires régionaux et internationaux pour consolider le développement et la paix au Sahel.

Les défis ne sont pas insurmontables, et la région du Sahel peut envisager un avenir de paix et de développement. Mais cela exige que nous maintenions une approche pluridimensionnelle et de la persévérance.

LA STRATÉGIE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR SOUTENIR LES PAYS DU SAHEL



9eme Réunion du Comité de Pilotage de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS), le 21 Octobre 2019 à Dakar. Photo: UNOWAS.

La mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (UNISS) reste une priorité.

Malgré son énorme potentiel et l'abondance de ses ressources, la région du Sahel reste confrontée à des défis en matière de sécurité, d'institutions, de gouvernance et d'économie qui entravent le progrès vers une paix et un développement durable.

En plus, l'année dernière a été marquée par une forte aggravation de la situation humanitaire dans la région du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad, résultant de la recrudescence des attaques terroristes. 15 millions de personnes sont dans le besoin, dont plus de 4 millions de personnes déplacées à l'intérieur des pays.

Ces niveaux de déplacement sans précédent ont mis à rude épreuve les capacités des autorités nationales et les acteurs du développement. Entre-temps, tant dans le Liptako-Gourma que dans le bassin du lac Tchad, l'accès global à la population dans le besoin a diminué et les acteurs du développement sont de plus en plus pris pour cible par les attaques terroristes.

Les défis sociaux, environnementaux et sécuritaires sont souvent étroitement liés.

Dans ce contexte, l'élaboration de réponses concrètes dans une perspective préventive est l'essence même des interventions actuelles des Nations unies dans le cadre de la stratégie intégrée pour le Sahel.

L'engagement des Nations unies dans le Sahel englobe de nombreux domaines pour aider les pays de la région à relever les défis multidimensionnels et à favoriser la paix et le développement.

Sept ans après son lancement, les objectifs de la stratégie des Nations unies pour le Sahel sont toujours valables et continuent d'être mis en œuvre grâce à une approche préventive, intégrée et concertée visant à renforcer la gouvernance, la sécurité et la résilience des pays du Sahel.

En 2019, dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations unies, la mise en œuvre des programmes dans la région a démontré une grande mobilisation entre les différents piliers en rassemblant les entités des Nations unies et les divers.

Plus que jamais, nos agences régionales des Nations unies travaillent en étroite collaboration avec les coordonnateurs résidents, les équipes pays des Nations unies et les partenaires extérieurs pour soutenir les gouvernements nationaux et les organisations régionales.

Notre partenariat avec le G5-Sahel et la CEDEAO sera renforcé en 2020, faisant ainsi écho à l'engagement régional fort pour surmonter les situations actuelles.

Nos priorités stratégiques resteront : Croissance inclusive/équitable, accès aux services de base ; résilience au changement climatique, diminution de la pénurie de ressources naturelles, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire ; prévention de l'extrémisme violent et de la criminalité ; accès à la justice et aux droits de l'homme ; accès aux énergies renouvelables et autonomisation des jeunes et des femmes. Cette approche est pleinement illustrée par le nombre important de projets que les Nations unies ont mis en œuvre dans le cadre de la stratégie intégrée pour le Sahel afin de soutenir les pays de la région du Sahel.

L'ONU *en* ACTION



En septembre 2019, le Gouvernement Malien et le HCR ont organisé à Bamako le Dialogue Régional pour la Protection et de Solutions dans le contexte du déplacement forcé au Sahel. Je suis fière qu'à travers cette initiative, nous étions capables de rassembler des acteurs de différents horizons pour discuter de la situation difficile dans le Sahel et d'explorer des solutions concrètes pour les déplacements forcés, les populations nomades et les autres en risque d'apatridie. Nous avons convenu de faire plus pour faciliter l'accès des personnes déplacées à un statut civil, des documents d'identité, et de prévenir l'apatridie et augmenter l'accès à l'éducation, au travail, au logement et à la santé.

Millicent Mutuli

Directrice régionale du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Nous sommes très fiers de notre programme phare sur l'autonomisation économique des femmes à travers l'agriculture résiliente. Plus de dix mille femmes ont été aidées dans les chaînes de valeurs de l'oignon et de la patate. Au Tchad, par exemple, plus de 100 "formatrices des formateurs" femmes ont été outillées à la transformation et à la création de valeur ajoutée sur les produits de la karité, et 3000 de plus vont bénéficier de la création de la fédération nationale des producteurs de karité. Avec la certification biologique de leurs produits, les coopératives de femmes vont avoir de nouvelles opportunités dans les marchés lucratifs en Europe et aux Etats Unies. Le programme est en train d'autonomiser les femmes et les aider à accéder à la terre, aux compétences, au financement et aux marchés.

Oulimata Sarr

Directrice régionale de ONU FEMMES pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



En collaboration avec les opérations de maintien de la paix de la MINUSMA et divers partenaires, l'UNESCO a lancé en 2013 une initiative majeure pour reconstruire 20 mausolées, 3 mosquées, 6 bibliothèques de manuscrits anciens, sauvegarder plus de 100 000 manuscrits anciens et ramener Al-Farouk, la sculpture de la ville protecteur. Les porteurs de connaissances ancestrales, uniques à ce site du patrimoine mondial, ont mené des travaux de réhabilitation pendant six ans, avec le soutien d'experts internationaux.

Je suis fier que notre réponse à travers la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ait permis de sauvegarder la mémoire et le patrimoine collectifs, précieux engagements pour la promotion de la paix et du vivre-ensemble au Mali.

Dimitri Sanga

Directeur Régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



A l'OIM, nous sommes fiers de notre contribution à la réduction des conflits autour des mouvements de transhumance. Nous avons soutenu l'Autorité du Liptako Gourma qui est mandaté pour surveiller les interventions sur la transhumance au Mali, Niger et Burkina Faso, et le Gouvernement de la Mauritanie, le Tchad et le RCA dans l'application de stratégies et d'approches contextualisées pour la diminution des conflits locaux, et le déploiement du système d'alerte précoce «Transhumance Tracking Tool (TTT)» pour assister les réponses préventives locales aux potentiels conflits. Cela comprend la collaboration avec les structures de gouvernance locales dans les communautés régulièrement touchées par les mouvements de transhumance pour définir les méthodes de diminution et de résolution des conflits.

Richard Danziger

Directeur régional d'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

L'ONU en ACTION

Le Programme Sahel de l'ONUSUD a développé des partenariats solides et fructueux pour soutenir le développement de l'accessibilité, l'efficacité, et la redevabilité des systèmes de justice pénale pour combattre le crime organisé, le terrorisme, et la corruption.

Avec plus de 600 activités mises en oeuvre, 15000 bénéficiaires directs atteints, et de nombreux résultats achevés depuis le début du programme en 2014, je suis fier du fait que notre réponse à la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel est souvent considérée comme un programme phare de l'ONUSUD.

Antonio Mazzitelli

Directeur régional de l'ONUSUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



L'initiative "1 million de citernes pour le Sahel" de la FAO met en place des systèmes de collecte et de stockage des eaux de pluie pour les communautés rurales vulnérables, en particulier les femmes, dans les régions arides et semi-arides de six pays affectées par les chocs climatiques (Burkina Faso, Tchad, Gambie, Mali, Niger et Sénégal). Je suis fier que notre contribution à UNNISS a pu aider la résilience des populations vulnérables dans le Sahel, en leur donnant accès à l'eau potable et à l'eau pour la production agricole.

Robert Guei

Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest



J'ai été très heureux d'apprendre que les résultats du projet régional conjoint des Nations Unies pour renforcer la résilience, opérationnaliser les programmes intégrés de résilience dans les pays du G5 Sahel. Nous avons contribué à lutter contre les facteurs ayant un impact sur la stabilité sociale en rapport avec l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tout en veillant à répondre aux besoins alimentaires des personnes vulnérables.

De plus, tout en renforçant la résilience en mettant l'accent sur la gestion de l'eau, la restauration des terres, le soutien aux agriculteurs et la cohésion sociale, nous avons également réussi à maintenir des jeunes filles à l'école- et cela me donne un grand espoir sur l'impact durable sur la vie des populations que nous servons.

CRIS NIKOI

Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



À l'UNICEF, nous sommes fiers des interventions conjointes avec le PAM et la FAO dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de notre collaboration pour la collecte et à l'analyse des données. En 2018, cela a conduit à repenser l'affectation de nos programmes vers des points vulnérables, ce qui a contribué à éviter les pires scénarios de crise nutritionnelle. Le succès de la prévention ne fait pas la une des journaux, mais montre la puissance et la pertinence de l'accent mis par l'ONU sur la prévention. UNICEF y a contribué en atteignant environ 1,7 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë pour un traitement utilisant des aliments thérapeutiques.

Marie-Pierre Poirier

Directrice régionale de UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



En 2019, à travers le SINUS, nous avons pu aider les populations les plus affectées dans le Sahel. Et nous nous sommes engagés plus fortement avec les institutions régionales en mettant en valeur notre travail. Le plus excitant a été nos efforts pour investir davantage afin d'accélérer les résultats sur le terrain en 2020 grâce à des approches innovantes qui favorisent la responsabilisation pour un soutien accru aux communautés du Sahel.

Mabingue Ngom

Directeur régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Maman SIDIKOU ▶

Secrétaire Permanent
du G5 Sahel



**"Je suis optimiste pour
le futur, nous le devons
à nos populations"**

A presque deux ans à la tête du G5 Sahel, l'actuel Secrétaire permanent, le Nigérien Maman Sambo Sidikou, affiche un optimisme serein malgré les multiples défis que connaissent les pays du G5 Sahel. Sans détour, Il a accepté de répondre à nos questions et de partager avec nous son regard sur la coopération avec les Nations unies, et sur l'avenir de la région. Interview.

En 2019, vous avez rencontré les agences régionales du système des Nations unies à deux reprises. Comment jugez-vous la qualité de la coopération avec les Nations Unies ? Y a-t-il des secteurs qui nécessitent une amélioration ?

En effet, nous avons eu au cours de l'année 2019 deux rencontres bilatérales majeures entre les agences du système des Nations unies (SNU) et le G5 Sahel, la dernière s'est tenue à Dakar, en septembre. Ces deux réunions ont permis de faire le point sur les relations entre l'ONU et le G5 Sahel, de constater notamment la diversité et la qualité des interventions des agences du SNU dans l'espace G5 Sahel, d'épingler aussi les points à améliorer tant les défis à relever sont énormes dans une région actuellement confrontée à de nombreuses difficultés. Au niveau du G5 Sahel, nous nous réjouissons particulièrement de la prise en compte dans le Plan de soutien des Nations Unies pour le Sahel, des préoccupations spécifiques des pays du G5 Sahel telles que stipulées dans notre Programme d'Investissements Prioritaires (PIP), dont la phase actuelle couvre la période 2019-2021.

Dans notre coopération avec les Nations Unies, au-delà des programmes exécutés sur le terrain par les différentes agences, nous pensons notamment à la FAO, à l'UNICEF, au PAM, au PNUD, à l'ONU Femmes, etc., il me paraît important de saluer les efforts supplémentaires fournis par les agences du SNU en vue du renforcement des capacités du Secrétariat Permanent du G5 Sahel. En l'occurrence, je citerai deux exemples, la mise à notre disposition d'un expert en employabilité pour la paix et la résilience chargé d'appuyer la mise

en œuvre du volet création d'emplois décents du PIP (entre autres à travers des investissements à haute intensité de main d'œuvre) et le détachement d'un expert Droit de l'homme qui contribue à l'amélioration des pratiques en la matière au sein de l'ensemble des structures du G5 Sahel, y compris la Force conjointe. Et ceci, en droite ligne avec l'exigence du respect du «cadre de conformité» établi suite à l'accord tripartite signé entre les Nations Unies, l'UE et le G5 Sahel début 2018.

En matière de formation, le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) et d'autres partenaires ont proposé un cours pilote sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, fondé sur différents scénarios et destiné aux officiers supérieurs de la Force conjointe du G5 Sahel. Notre Collège de défense basé en Mauritanie se charge désormais de dispenser cette formation.

Rappelons aussi avec reconnaissance que le PNUD nous avait appuyé dans l'organisation de la Conférence de coordination des bailleurs de fonds du 6 décembre 2018 sur le financement de notre PIP.

Malgré l'existence de plusieurs initiatives, le Sahel continue de lutter contre des défis aussi divers que complexes. Pensez-vous qu'il s'agisse d'un manque de coordination entre ces initiatives ou d'une inadéquation des objectifs à la réalité du Sahel ?

Certes, la situation au Sahel est globalement préoccupante, en dégradation, notamment au niveau sécuritaire et, malheureusement, cette réalité occulte grandement tous les efforts en-



Il me paraît important de saluer les efforts supplémentaires fournis par les agences du SNU en vue du renforcement des capacités du Secrétariat Permanent du G5 Sahel.

trepris ces dernières années afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement durable dans les pays de la région. En matière d'initiatives, c'est plus la qualité qui importe que la quantité. Aussi, nous avons avec d'autres partenaires, tels que le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'Union Africaine, engagé des discussions de haut niveau entre plusieurs organisations actives dans la région afin de parvenir à une plus forte synergie dans l'action pour des résultats plus efficaces. La priorité doit être celle de faire valoir les avantages comparatifs de chaque initiative/organisation active dans le Sahel, d'identifier les convergences, de définir les complémentarités et d'établir ainsi un cadre de travail dans un partenariat plus constructif et qui aura foncièrement plus d'impacts positifs pour nos populations.



La situation sécuritaire au Sahel est omniprésente. Que pensez-vous de la coopération militaire régionale et internationale ?

Nous nous devons de rester optimistes car, nos populations attendent de leurs leaders, des solutions aux problèmes, aussi épineux qu'ils puissent être. C'est une question de responsabilité et, je peux vous assurer qu'en ce qui concerne singulièrement le G5 Sahel, tous nos chefs d'État sont pleinement conscients de la gravité de la situation et s'emploient à trouver les réponses, en concertation et coordination avec leurs pairs des autres pays concernés mais aussi, avec nos partenaires extérieurs au continent. Dans cette optique, le Sommet CEDEAO+G5 Sahel de Ouagadougou en septembre dernier a été un moment fort illustrant la ferme détermination de nos pays à faire face à cette crise sécuritaire en comptant en premier sur la mobilisation de nos ressources endogènes et une meilleure coordination de nos actions sur le terrain. Nos partenaires extérieurs sont aussi sensibilisés sur la nécessité d'une action plus efficace, basée sur un renforcement constant des capacités locales et sur une approche multidimensionnelle pour résoudre cette problématique dont le volet sécuritaire n'est que la résultante d'autres maux. C'est ici l'occasion de rappeler que le G5 Sahel existe justement dans la perspective d'une action à mener selon le fameux nexus « Sécurité et Développement », afin de favoriser la paix, la stabilité et le progrès des pays de l'espace G5 Sahel.

Cela fait presque deux ans que vous êtes à la tête du secrétariat permanent. Quel regard portez-vous sur le rôle du G5 Sahel ?

En bientôt deux années à la tête du G5 Sahel, je dois dire que, confrontée aux défis multiples que nous connaissons tous, voilà une jeune organisation sous-régionale africaine qui illustre assez bien la ferme volonté de nos pays de mutualiser leurs moyens, même limités, afin de mener ensemble la bataille pour la paix et le développement. Nous avons ainsi enregistré plusieurs avancées très positives dont les effets bénéfiques vont graduellement se faire sentir, surtout lorsque nous aurons réussi à juguler la crise sécuritaire. Je pense en particulier au lancement de certains projets du Programme de Développement d'Urgence (PDU), qui est issu de notre PIP et se consacre spécifiquement à soutien à la résilience des populations vulnérables et à la cohésion sociale, à travers notamment l'accroissement de l'accès à l'eau dans les régions les plus fragiles des pays du G5 Sahel. Mentionnons aussi le projet de chemin de fer Trans-sahélien dont l'étude de faisabilité est en cours ; le processus très avancé d'annulation des

A côté des projets structurant de long terme, l'accent doit être mis dans certaines zones du G5 Sahel, à la mise en œuvre de projets à impact rapide qui prennent en compte les besoins des populations à la base et qui sont portées par les collectivités territoriales

frais d'itinérance dans les communications téléphoniques entre les pays du G5 Sahel ; la signature de la convention de mise en œuvre du Projet d'aménagement territorial intégré (PATI) avec les collectivités territoriales du fuseau centre du G5 Sahel, qui va améliorer les infrastructures socio-sanitaires et l'économie pastorale. Nous pensons en effet, qu'à côté des projets structurant de long terme, l'accent doit être mis dans certaines zones du G5 Sahel, à la mise en œuvre de projets à impact rapide qui prennent en compte les besoins des populations à la base et qui sont portées par les collectivités territoriales.

Le G5 Sahel à l'œuvre, c'est aussi quelques réalisations en matière de formation dont la mise en place de structures de qualité telles que les Collège Sahélien de Sécurité au Mali, le Collège de défense du G5 Sahel en Mauritanie, l'Académie de Police du G5 Sahel au Tchad et aussi, le Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce au Burkina Faso qui sert nos pays dans le domaine du conseil et de la veille en matière de sécurité.

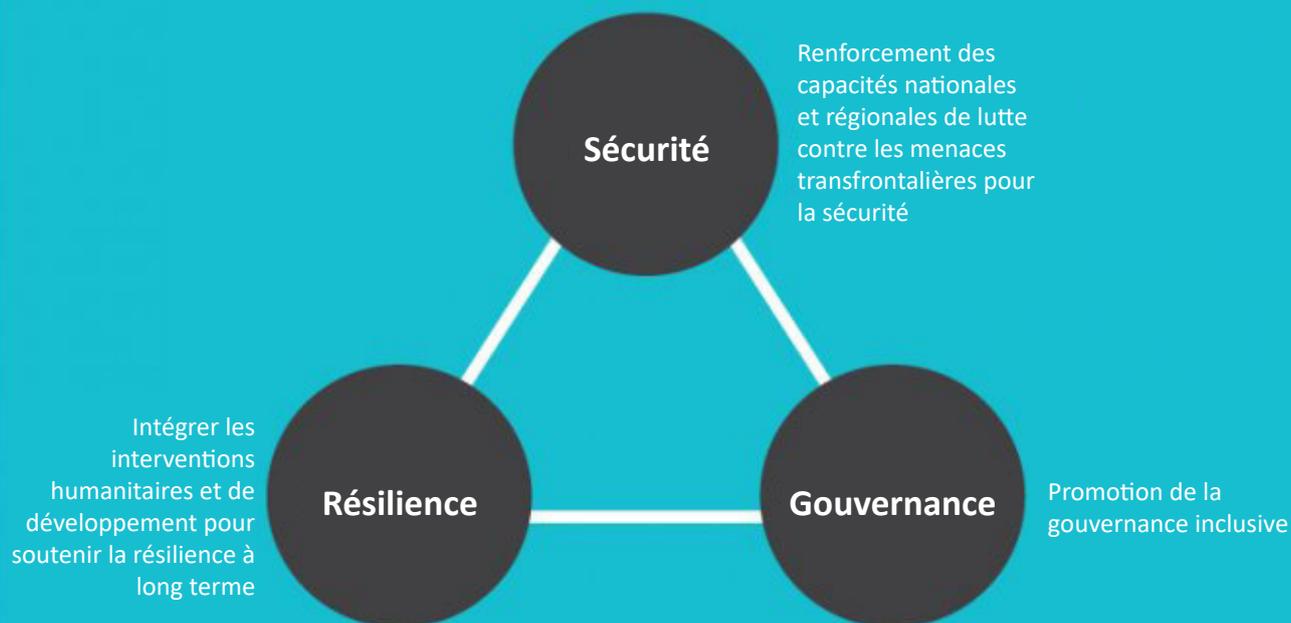
De plus, conscient du rôle et de la place essentiels de la femme et des jeunes dans l'espace G5 Sahel, notre organisation appuie les efforts d'organisation des structures féminines dans le cadre d'une Plateforme des femmes du G5 Sahel et, pour notre jeunesse, après des larges consultations, nous finalisons actuellement la stratégie intégrée de la Jeunesse du G5 Sahel qui servira de guide afin de mener des actions concrètes répondant aux préoccupations de nos jeunes qui doivent être plus que jamais, au cœur de l'ambition du G5 Sahel.

Somme toute, le G5 Sahel est donc promis à un bel avenir, un travail de structuration pour le rendre plus efficient est en cours, je suis donc optimiste pour le futur. Nous le devons à nos populations !

STRATÉGIE INTÉGRÉE DE L'ONU POUR LE SAHEL

Compte tenu de la situation politique et sécuritaire au Mali, les pays de la région du Sahel sont déterminés à relever leurs défis communs, soutenu par l'ONU qui a développé une stratégie intégrée qui a pour but de renforcer la gouvernance, la sécurité et la résilience.

Résultat d'un processus consultatif global, la stratégie s'articule autour de 3 piliers:



Sources: UNDP, Sahel frontières

Le HCR et le BIT aident à l'intégration des réfugiés maliens en Mauritanie

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (SINUS), le Bureau International du Travail (BIT), et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) se sont associés pour améliorer les conditions de vie des réfugiés maliens et des communautés hôtes qui vivent dans la localité de Mbera, à l'Est de la Mauritanie.



Photo: HCR

Le camp de Mbera, situé à l'Est de la Mauritanie à une soixantaine de kilomètres de la frontière avec le Mali, compte plus de 55 000 réfugiés maliens qui ont fui la guerre au Mali en 2012, et qui, avec peu ou pas d'opportunités d'insertion socio-professionnelle sur le marché du travail Mauritanien, vivent principalement de l'aide humanitaire.

Saisis par cette réalité, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), et le Bureau International

du Travail (BIT) ont décidé d'agir ensemble pour améliorer les conditions de vie des réfugiés et des communautés hôtes, à travers un projet ambitieux qui permettrait à ces derniers d'accéder à un emploi décent et à mieux s'intégrer dans la société Mauritanienne.

C'est ainsi que le projet « Améliorer l'employabilité des jeunes et des débouchés dans le secteur de la construction pour renforcer l'autonomie des réfugiés et des communautés d'accueil » a été lancé en décembre 2018.

Le HCR soutient l'autonomisation des femmes réfugiées dans le camp de Mberra (Mauritanie), en particulier grâce à des cours d'alphabétisation ainsi qu'en fournissant un soutien important au potager et à d'autres activités génératrices de revenus. Photo: HCR.



L'action conjointe HCR et BIT, à travers le centre de formation professionnel polyvalent, a permis à plus de 565 jeunes réfugiés maliens et jeunes mauritaniens d'être formés dans les métiers du BTP.

Ce projet qui marque le début d'un partenariat entre le BIT et le HCR en Mauritanie, constitue une matérialisation du Protocole d'accord assorti d'un Plan d'Action conjoint signé entre le BIT et le HCR en 2016. Cet accord souligne l'importance du droit au travail pour les populations déplacées dans le monde, à travers des actions concrètes sur le terrain en vue de l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et des communautés locales.

Ces actions sont également entreprises dans le cadre du Partenariat avec le gouvernement mauritanien, pour le Développement Durable 2018-2022 » (CPDD).

Dans leur action commune, le BIT et le HCR associent l'approche humanitaire et le développement afin d'aider à l'autonomisation des réfugiés et de faciliter la coexistence pacifique avec les communautés hôtes.

Concrètement, le projet vise à donner aux jeunes réfugiés du camp de Mberra et ceux issus des communautés d'accueil, la possibilité d'accéder à des formations qualifiantes dans plusieurs filières du BTP pour impulser le développement économique locale.

Pour atteindre cet objectif, un centre de formation professionnel polyvalent a été construit dans le camp de Mbera. L'objectif est de favoriser l'apprentissage et le développement de nouvelles compétences, la qualification et la certification des jeunes par le système national de suivi et de validation des connaissances sous l'égide de la Direction de la Formation Technique et Professionnelle (DFTP).

L'action conjointe HCR et BIT, à travers le centre de formation professionnel polyvalent, a permis à plus de 565 jeunes réfugiés maliens et jeunes mauritaniens d'être formés dans les métiers du BTP, dont 200 sont déjà employés dans des entreprises. Et depuis la fin de l'année 2018, cinq coopératives et 25 micro-entreprises ont été créés.

A long terme, le centre formera plus de 6000 jeunes réfugiés et issus des communautés hôtes.

Dans le cadre de leur action conjointe dans la mise en œuvre de la SINUS, UNHCR et le BIT en partenariat avec le gouvernement du Japon et le Bureau des Populations, Réfugiés et Migration des USA (BPRM) appuient également de nouveaux projets tels que le programme de formation en chaînes de mini-laiterie, couture, et mécanique automobile qui s'ajoutent à d'autres projets déjà réalisés comme la construction de deux écoles primaires, de deux mini-laiteries, d'un centre d'acheminement de bétails, d'une maison des artisans, et d'une piste d'accès au camp de Mbera pour faciliter le déplacement des populations, et favoriser les interactions et échanges socio-économiques entre les différentes communautés qui vivent dans la zone.

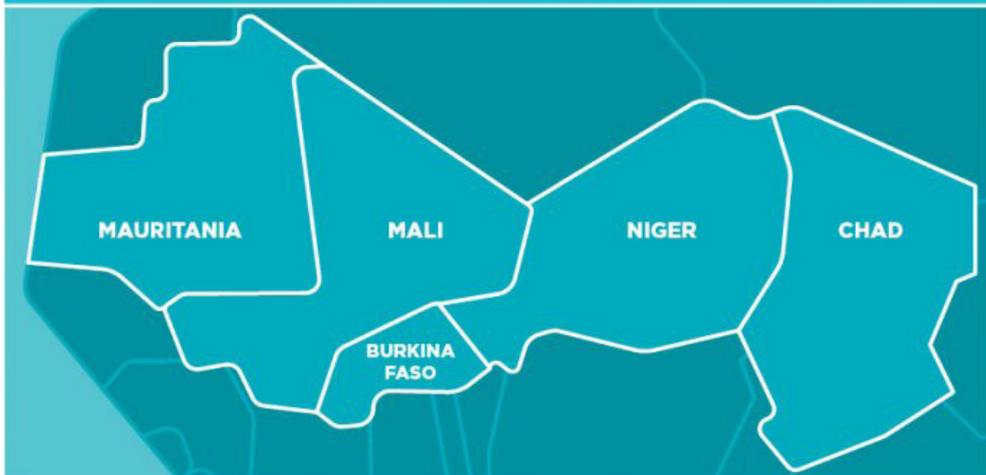
Le projet élaboré par le BIT et le UNHCR constitue une réalisation majeure qui favorise l'intégration sociale à travers le renforcement des capacités entrepreneuriales, l'émergence de nouvelles compétences requises sur le marché du travail, et l'autonomisation des jeunes sahéliens.



Photo: HCR

SAHEL

PLACER LES ZONES
FRONTALIÈRES AU CŒUR
DE NOTRE RÉPONSE



Avec des frontières poreuses dans des zones vastes et peu peuplées, les pays du Sahel sont confrontés à de nombreux défis transfrontaliers: migration irrégulière, trafic de drogue, trafic d'armes et d'êtres humains, réseaux extrémistes violents.

Une nouvelle approche est nécessaire pour garantir l'amélioration de la gestion des frontières et de la sécurité humaine dans les régions frontalières du Sahel, en combinant les interventions nationales et transnationales.

Sources: UNDP, Sahel frontieres

GESTION DES FRONTIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ HUMAINE

Dans le cadre de ses efforts pour opérationnaliser la stratégie intégrée des Nations Unies, le PNUD a mené des enquêtes sur le terrain pour façonner la programmation future, en mettant un accent particulier sur la prolifération des armes légères et les communautés et communautés transfrontalières. Avec le soutien du Japon, un nouveau projet dédié à la gestion des zones frontalières et au renforcement de la sécurité humaine a été développé

- ✓ Développer des politiques nationales pour l'implication des communautés frontalières dans la gestion des frontières.
- ✓ Les décideurs politiques nationaux et la société civile comprennent mieux l'importance du commerce transfrontalier informel.
- ✓ Appui à des stratégies inclusives et à des politiques de gestion des frontières plaçant les communautés au cœur de leurs préoccupations.
- ✓ Développer les capacités des agences frontalières



1

Bassikounou
Frontière
Mauritanie - Mali

2

**Liptako-Gourma
triangle**
Frontière
Burkina Faso - Mali - Niger

3

Lake Chad
Frontière
Niger - Tchad

Sources: UNDP, Sahel frontieres

Le Programme Alimentaire Mondial renforce la résilience des communautés du Sahel

200 familles ont reçu des équipements et des formations pour le démarrage d'un jardin potager et permettre ainsi l'approvisionnement de la cantine scolaire et un meilleur accès des familles à des aliments nutritifs et variés.

Le Bureau régional du Programme Alimentaire Mondial pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (PAM RBD) met à l'échelle son paquet intégré de résilience en appui aux pays du G5 Sahel.

Des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, un accès limité et inégal aux services de base, des marchés mal intégrés, des chocs climatiques récurrents et une insécurité accrue constituent la réalité quotidienne des populations des pays du G5 Sahel.

En réponse à ces défis complexes et dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le PAM a mené des interventions dans les cinq pays du G5 Sahel.

Dès la mi-2018, le PAM a atteint 1,3 million de personnes dans 1 400 villages grâce à un paquet intégré d'activités de résilience dans les 5 pays, en collaboration avec plus de 70 partenaires dont des institutions gouvernementales et neuf universités du Sahel impliquées dans la planification, le soutien technique, le suivi ainsi que des systèmes d'évaluation.

En début d'année 2019, le PAM a lancé un programme intégré de renforcement de la résilience visant à la création d'actifs communautaires, la restauration des écosystèmes dégradés, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la nutrition et la création d'emplois pour les jeunes.

Prévu sur cinq ans (2019-2023), le programme permettra à plus de deux millions de personnes de bénéficier d'un paquet intégré minimum de trois à cinq activités de résilience tel que l'aide alimentaire et financière pour la création d'actifs, les cantines scolaires, l'aide nutritionnelle, le soutien aux petits exploitants agricoles et le renforcement de capacités. Toutes ces activités sont organisées et séquencées selon le contexte et les priorités locales, tels qu'identifiés dans l'approche à trois niveaux (3PA). L'approche 3PA consiste en une programmation et planification multiniveaux (nationale, régionale et locale) pour

appuyer la conception, la planification et la mise en œuvre des programmes de renforcement de la résilience, de mise en place de filets de protection sociale, de réduction des risques de catastrophe et préparation aux urgences. Elle repose sur l'analyse du contexte, la participation des plus vulnérables et la création de partenariats.

Le PAM, en partenariat avec d'autres institutions des Nations Unies, des partenaires nationaux et régionaux, a joué un rôle moteur en coordonnant et contribuant à des réalisations concrètes grâce à un paquet intégré d'activités de résilience sur des sites particuliers dans les cinq pays du G5 Sahel. Les exemples suivants mettent en lumière quelques résultats obtenus sur ces sites :

Au Burkina Faso, le PAM travaille avec le gouvernement pour renforcer la cohésion sociale et améliorer l'accès à la nourriture par la création d'actifs sur le site de Bissighin (Centre Nord). 1 160 membres de la communauté ont participé à ces activités et réhabilité au total 85 hectares de terres, pour 55 tonnes de rendement attendu.

2 000 kg de gombo et de niébé ont été produits, générant un revenu estimé de 850 USD, ce qui renforce les moyens de subsistance et la diversification des repas des ménages.

Plus de 100 déplacés internes sont actuellement hébergés à Bissighin, et la communauté a mis à disposition 20 hectares de terres réhabilitées pour les familles déplacées. Grâce à la récolte de leurs terres, les familles devraient avoir des stocks alimentaires pendant 6 mois pour couvrir leurs besoins.

Au Tchad, dans le village de Chaour (région de Guera), le PAM a concentré ses efforts sur le renforcement de la capacité de jardinage, notamment grâce à l'installation d'une pompe à eau solaire à haute capacité. Cela a permis d'augmenter la production agricole et d'introduire le maraichage à l'école et des activités de résilience au niveau des ménages.



Au Tchad (province de Batha), Khalime Abdérasaoul arrose des semis à la pépinière de Zobo. Au premier semestre 2019, la pépinière a fourni quelque 250 000 plants d'arbres à 20 villages qui plantent des forêts. PAM / Maria Gallar

200 familles ont reçu des équipements et des formations pour le démarrage d'un jardin potager et permettre ainsi l'approvisionnement de la cantine scolaire et un meilleur accès des familles à des aliments nutritifs et variés.

Depuis 2018, le jardin a été étendu à 4 hectares, et produit actuellement près de 30 variétés de légumes, représentant au moins 24 tonnes de légumes frais et plus de 10 tonnes de céréales (principalement du sorgho et du mil) par année. Cela contribue à diversifier les régimes alimentaires locaux et à remédier aux larges carences en micronutriments.

Au Mali, dans la commune rurale de Sio (région de Mopti), le PAM a mis en œuvre un paquet intégré d'activités de renforcement de la résilience, incluant la réhabilitation et la création d'actifs importants, des activités spécifiques et sensibles à la nutrition et le soutien aux petites exploitations agricoles et l'accès aux marchés.



200 familles ont reçu des équipements et des formations pour le démarrage d'un jardin et permettre ainsi l'approvisionnement de la cantine scolaire et un meilleur accès des familles à des aliments nutritifs.



Amadou Billa, 56 ans, membre vulnérable de la communauté de Toya, plante du « bourgou » (fourrage aquatique- espèce *Echinochloa stagnina*) en prévision de la saison des pluies. Bien qu'il soit aveugle, il a participé à une formation qui l'aide à subvenir aux besoins de sa famille. Le bourgou est utilisé pour le bétail et l'alimentation des poissons, pour la protection des rizières et comme principale source de revenus. PAM / Katia Oslansky.

Ces réalisations du PAM ont réellement été cruciales et ont contribué à l'amélioration de la condition de vie de milliers de personnes à Sio : la réhabilitation d'un pont principal qui a rétabli l'accès physique des villageois aux rizières, aux centres de santé, aux écoles et aux marchés voisins ; par ailleurs, la restauration d'un étang de 3 hectares a permis l'accès à l'eau douce toute l'année, pour différentes utilisations telles que le jardinage irrigué, l'abreuvement du bétail et des animaux, la pêche et la fabrication de briques. L'usine laitière réhabilitée et équipée a amélioré la qualité et la quantité de produits laitiers, tout en soutenant et en fournissant des emplois locaux à environ 150 ménages, y compris des jeunes et des femmes.

Sur le site de Gvava (région d'Assaba) en Mauritanie, le PAM a travaillé avec la communauté et les partenaires pour une action intégrant la nutrition, l'éducation et les moyens de subsistance.

Ces interventions ont amélioré la gestion de l'eau et des sols : environ 130 femmes et hommes ont participé à l'achèvement d'une digue pour la rétention des eaux pluviales permettant la disponibilité en eau pour les cultures et le bétail et améliorant la production sur une trentaine d'hectares avec un rendement estimé de 15 tonnes de sorgho. Les interventions ont également contribué à améliorer le comportement nutritionnel et les activités de sensibilisation du centre de nutrition communautaire, où une cinquantaine de femmes enceintes et de mères ont bénéficié de séances mensuelles et appris les bonnes pratiques d'alimentation maternelle et infantile, d'hygiène, de santé et de nutrition.

Au Niger, à Wacha (région de Zinder), le PAM avec les institutions basées à Rome (RBA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le gouvernement ont mis en œuvre une approche résilience intégrée, multisectorielle et communautaire.

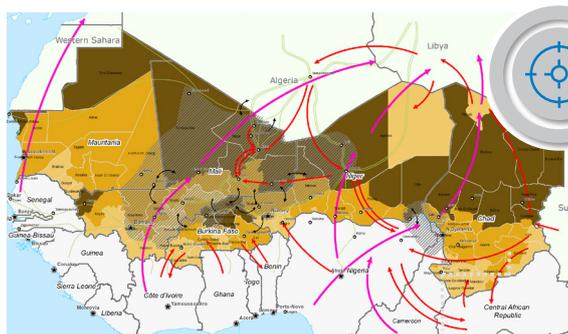
Les activités ont directement bénéficié à 385 ménages (2 680 bénéficiaires), grâce à un accès accru et durable à l'eau par la réhabilitation de 16 étangs, permettant de restaurer 204 hectares de terres. Les interventions conjointes ont aidé à améliorer également la productivité grâce à l'irrigation pour le jardinage et la production en période d'hivernage sur plus de 30 hectares, et améliorer l'appropriation communautaire et la cohésion sociale : en 2018, 50 pour cent des légumes produits ont servi à la consommation et 50 pour cent au financement d'activités d'intérêt communautaire. La communauté a ensuite mis sur pied des mécanismes de solidarité et une banque de céréales.

Les actions présentées montrent que la transformation de la situation des communautés est vraiment possible au Sahel. Pour atteindre des résultats, la participation communautaire et des partenariats opérationnels à travers une bonne coordination ont été essentiels pour tirer parti d'actions complémentaires et aider les pays du G5 Sahel à améliorer les conditions de vie des communautés. Dans le cadre de son engagement dans la mise en œuvre d'UNISS, le PAM avec les agences des Nations Unies, les institutions gouvernementales des pays du G5, les ONG et les autres partenaires ont redoublé d'efforts pour soutenir le développement agricole, les moyens de subsistance, la nutrition, l'éducation, le soutien aux petits exploitants agricoles, le renforcement des capacités et la protection sociale.



Plan de mise à l'échelle de la résilience dans les pays du G5 Sahel

Une vision et une approche intégrées du renforcement de la résilience.



Légende de la carte : Le Sahel - Risque de sécheresse, zones de conflit des principaux groupes armés et mouvements migratoires

Où ?

- Burkina Faso
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- Tchad

L'objectif de la résilience au Sahel consiste à **changer des vies**. Cela signifie restaurer des terres dégradées, ramener les enfants à l'école, investir dans une alimentation saine pour les mères et les enfants, créer des emplois pour les jeunes et assurer la cohésion sociale pour l'ensemble de la communauté.

Quoi ?

Le PAM mettra en oeuvre des **paquets intégrés de trois à cinq activités de résilience**, adaptées à différents contextes de moyens de subsistance afin de répondre aux besoins particuliers.

Comment ?

1. Nous travaillons avec les **gouvernements** pour le développement des capacités et des systèmes.
2. Nous restons dans les **mêmes communautés vulnérables** sur une période de 5 ans.
3. Nous recherchons des **partenariats opérationnels** complémentaires.

Le plan de mise à l'échelle du PAM



2 millions



de personnes vont bénéficier de paquets intégrés pour le renforcement de leur résilience



dans 800 communautés

environ 2.400-3.200 villages



sur 5 ans

de 2019 à 2023



1 milliard de dollars

de financement requis

LE PAQUET DE RESILIENCE

Programmes du PAM

- Création d'actifs (FFA)
- Cantines scolaires
- Nutrition
- Renforcement des capacités
- Soutien d'accès aux marchés des petits exploitants agricoles
- Protection sociale
- Assistance en période de soudure

Gouvernements et partenaires pour des actions complémentaires

- WASH
- Nutrition
- Marchés
- Protection sociale
- Développement des systèmes
- Agriculture, etc.

Résultats 2018/2019

Résultats et mises à jour opérationnels

Sur la base des résultats prometteurs dans les pays sahéliens depuis 2013/14, le PAM a intensifié la mise en oeuvre de paquets intégrés pour le renforcement de la résilience dans les pays du G5 Sahel depuis 2018:

Travail avec les partenaires et les gouvernements

- Des accords avec des **institutions gouvernementales** ont été signés.
- Des équipements, des formations et un renforcement de capacités ont été fournis tant au niveau national que communautaire.
- Le PAM travaille avec plus de **70 ONG** partenaires sur le terrain pour assurer une capacité de mise en oeuvre efficace.
- Des efforts complémentaires sont en cours avec l'**UNICEF**, la **FAO**, le **FIDA**, les ONG et d'autres partenaires de développement. Un dialogue avec la **Banque mondiale** est aussi engagé concernant des efforts conjoints en protection sociale.
- Un accord entre le PAM, la FAO et le **Secrétariat permanent du G5 Sahel** a été signé pour soutenir l'opérationnalisation du pilier Résilience du Plan d'investissement du G5 Sahel.
- Des accords avec **neuf universités sahéliennes** ont été signés, et 70 étudiants en masters et doctorats ont été déployés sur des sites de résilience pour développer leurs mémoires et leurs thèses.



1,3 million



de personnes ont bénéficié de paquets intégrés pour le renforcement de leur résilience.



dans 1.400 villages

dans 5 pays.

650.000 personnes ont bénéficié des activités FFA



- 35.000 hectares de terres réhabilités et améliorés,
- des ressources naturelles restaurées, 250 puits et 500 étangs créés ou réhabilités.
- des emplois créés et la production améliorée.



300.000 enfants à l'école

plus de 2.000 écoles ont bénéficié de repas nutritifs encourageant la fréquentation et la rétention scolaires.



500.000 femmes et enfants

ont reçu un traitement ou une prévention contre la malnutrition et ont été sensibilisés à la nutrition.



17.000 petits exploitants agricoles

ont été soutenus ou formés. De plus, des formations ont été dispensées aux partenaires, gouvernements, comités communautaires, etc.



Légende : Synergies entre la création d'actifs pour les écoles et la nutrition, Tchad (Chauvir)

Programme Alimentaire Mondial - Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
10 Avenue Pasteur, B.P. 6288 Dakar Etoile, 11524 Dakar, Sénégal. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Volli Carucci (volli.carucci@wfp.org), Chef de l'unité Résilience et moyens d'existence (RLU).



UNICEF Mauritanie / Raphaël Pouget / 2019

L'UNICEF fournit des services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour améliorer la nutrition et l'état de santé des communautés en Mauritanie

Le Sahel est l'une des régions du monde où l'eau se fait la plus rare. L'augmentation de la pénurie d'eau dans la région fait baisser les niveaux d'eau dans les puits traditionnels, obligeant les gens à parcourir de longues distances pour collecter des quantités d'eau limitées. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), l'UNICEF soutient des programmes d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et de nutrition dans les zones prioritaires en Mauritanie.

La rareté de l'eau n'est pas un phénomène récent au Sahel. Elle est aggravée par de nombreux facteurs, notamment le changement climatique, l'augmentation de la demande en eau et la croissance démographique. Au cours des dernières décennies, l'impact du changement climatique s'est manifesté sous la forme d'une variabilité accrue des précipitations, des températures et de la

vitesse des vents, ce qui a contribué à la rareté de l'eau, aux sécheresses, aux inondations, aux tempêtes de sable et aux fortes pluies.

L'augmentation de la pénurie d'eau a également des incidences plus larges sur les moyens de subsistance des familles et accentue le risque de migration, d'urbanisation et de conflit. Le manque de ressources en



eau et la mauvaise qualité de l'eau augmentent également le risque de diarrhée chez les jeunes enfants. Lorsque les jeunes enfants ont des épisodes répétés de diarrhée, cela entrave leur capacité à absorber les nutriments et nuit de façon irréversible à leur développement physique et mental, ce qui augmente les risques de retard de croissance et de malnutrition. La collecte de l'eau est un fardeau qui incombe principalement aux femmes et aux filles, qui doivent passer beaucoup de temps à collecter l'eau et à faire la queue pour l'obtenir. En outre, en plus de la charge physique que représente le transport de l'eau sur de longues distances, cette contrainte les expose également à des risques accrus en terme de sécurité. Un temps plus important consacré à la collecte de l'eau réduit également le temps et l'énergie disponibles pour aller à l'école, ce qui affecte donc la scolarisation, la fréquentation et la participation des enfants, et par conséquent leurs opportunités futures.

Source d'eau durable

Pour faire face à cette situation en Mauritanie, l'UNICEF appuie et soutient les programmes WASH et Nutrition, avec une programmation conjointe entreprise dans les domaines prioritaires. L'une des principales interventions du programme WASH (eau potable, assainissement et hygiène) a été de soutenir le Gouvernement mauritanien par le biais d'un programme novateur ayant pour objectif de fournir aux villages les plus vulnérables une source d'eau durable.

En Mauritanie, environ 80 % des villages du pays sont peuplés de moins de 500 personnes, et la plupart d'entre eux se trouvent dans des zones reculées. En raison de l'éloignement de ces villages, l'UNICEF a associé le forage manuel à des systèmes d'appro-

En appui au gouvernement de la Mauritanie, l'intervention s'est concentrée sur l'approvisionnement en eau des petits villages de moins de 150 habitants

visionnement en eau alimentés par l'énergie solaire. L'approche du forage manuel permet de réaliser des forages dans des zones très isolées, à faible coût. Le faible niveau de la technologie utilisée permet de forer des sources d'eau dans des zones qui seraient autrement inaccessibles.

Les conditions existantes en Mauritanie en font un endroit idéal pour les systèmes d'énergies solaires, en raison des niveaux élevés d'irradiation solaire dans le pays (2099-2284 kWh/m²) et d'une moyenne de 8 heures d'ensoleillement par jour. Les systèmes solaires offrent une alternative très efficace, rentable, à faible maintenance et durable aux systèmes à moteur diesel, en particulier pour les zones rurales.

Pour aider le Ministère des ressources en eau à accroître l'accès à l'eau potable dans les zones très reculées, l'UNICEF et la Fondation PRACTICA, partenaire du projet, ont développé une boîte à outils de forage manuel pour donner des conseils techniques au secteur de l'eau en Mauritanie sur l'application de la technologie dans le pays. En réponse à cette initiative, cinq entreprises de construction locales œuvrent

désormais à forer des puits en utilisant la technologie solaire et à installer des panneaux solaires. L'approche du forage manuel est, selon les estimations, quatre fois moins chère que le forage avec des appareils conventionnels, et la production locale des outils a réduit les coûts de 10 % supplémentaires. Une fois installé, le système d'eau alimenté par l'énergie solaire coûte environ 30% de moins que les systèmes utilisant le diesel.

En appui au gouvernement de la Mauritanie, l'intervention s'est concentrée sur l'approvisionnement en eau des petits villages de moins de 150 habitants tandis que le gouvernement s'est concentré sur les villages de plus grande taille. Les systèmes typiques de l'UNICEF dans ces villages comprennent des panneaux solaires, des réservoirs de stockage d'eau (7 à 10 m³) avec un système de chloration et l'installation d'une conduite d'eau avec deux ou trois robinets. Les systèmes ont surtout été conçus pour que la distance maximale entre n'importe quel foyer et le point d'eau soit inférieure à 500m, ce qui réduit considérablement le temps requis pour collecter l'eau.

Afin de garantir la durabilité de ces systèmes d'eau, des frais d'utilisation sont perçus pour financer le fonctionnement et l'entretien des systèmes. Pour les plus grands villages, des startups privées sont responsables de l'entretien des systèmes d'alimentation en eau produits par l'énergie solaire.

Pour soutenir davantage le secteur de l'eau en Mauritanie, l'UNICEF a collaboré avec PRACTICA afin de renforcer les capacités du pays en matière d'énergie solaire grâce à la publication d'un guide technique pour le pompage solaire en Mauritanie.

Eau potable

Grâce aux interventions soutenues entre 2015 et 2017, 23 000 personnes ont pu avoir accès à de l'eau potable, à moins de 500 mètres de leur domicile. Au cours de cette période, 19 mini réseaux solaires d'eau potable et 40 stations d'eau alimentées par l'énergie solaire ont été construits.

Le programme solaire est en train d'être expérimenté au niveau national. A partir de 2019, tous les nouveaux projets d'approvisionnement en eau en milieu rural en Mauritanie qui ciblent des villages individuels ou des groupes de deux ou trois villages avec des forages seront uniquement alimentés grâce à des systèmes solaires. Pour l'UNICEF, cela a déjà permis d'augmenter le nombre de systèmes solaires installés par an de 20 en 2017 à 53 en 2019, avec un soutien supplémentaire prévu dans le cadre d'un prochain partenariat UNICEF-PAM (Programme alimentaire mondial) pour la résilience. Entre-temps, les anciens systèmes à moteur diesel sont progressivement remplacés par des systèmes solaires, soit par le Ministère lui-même, soit par les opérateurs privés qui gèrent des systèmes d'approvisionnement en eau en milieu rural à grande échelle (70 au total).



UNICEF Mauritanie / Raphaël Pouget / 2019

Contribution à l'amélioration des résultats en matière de santé et de nutrition

La disponibilité d'un approvisionnement en eau salubre grâce à l'énergie solaire a directement contribué à améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition des enfants de la région du Guidimakha en Mauritanie. En appui au gouvernement, l'UNICEF a tout d'abord identifié 20 villages présentant des taux élevés de malnutrition aiguë sévère chez les enfants. L'UNICEF a ensuite construit des systèmes d'approvisionnement en eau alimentés à l'énergie solaire et des installations sanitaires au niveau des centres de santé, en les raccordant au système d'eau nouvellement construit. Enfin, l'UNICEF a encouragé l'assainissement total et l'hygiène sous la direction des communautés dans toute la région en fournissant des kits d'hygiène et en formant le personnel de santé et les agents communautaires à la promotion de l'hygiène, au traitement de l'eau et au stockage sécurisé. Les mères et les enfants ont reçu des kits WASH (savon, ustensiles de lavage des mains, conteneur de transport et de stockage de l'eau), et ont été sensibilisés aux pratiques familiales essentielles. A la suite de ces interventions :

6 000 personnes ont obtenu un accès durable à l'eau potable ;

15 000 personnes ont arrêté de pratiquer la défécation en plein air ;

20 centres de santé/nutrition ont obtenu l'accès à des installations d'eau et d'assainissement adéquates.

L'initiative a ainsi contribué à réduire la prévalence de la diarrhée dans la zone cible de 20,6% en 2017 à 9,1% en 2019 et celle du retard de croissance de 26,3% à 25,2%.

L'initiative susmentionnée donne un exemple de la manière dont les agences des Nations Unies, dans le cadre de leur engagement au sein de l'UNISS, ont relevé le défi de répondre aux conditions climatiques de plus en plus difficiles au Sahel.

Afin de continuer à soutenir le secteur solaire dans la région, l'UNICEF est en train de créer une plateforme solaire régionale (*Regional Solar Hub*). Celle-ci a notamment pour objectif de renforcer les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre via la fourniture de conseils techniques sur les systèmes solaires, le développement de matériaux solaires (cours et ressources en français et en anglais, en s'appuyant sur ce qui a déjà été fait) et des visites dans les pays pour offrir des conseils techniques in situ et évaluer les goulets d'étranglement pour le passage à l'échelle du solaire dans les pays respectifs, tout en partageant les connaissances sur les bonnes pratiques et les innovations de la région avec le secteur au sens large.

Une parcelle de terrain: L'espoir retrouvé à Agadez

Mohamed, Issouf, Moussa, et Aghali sont membres d'une communauté touchée par les flux migratoires au Niger. Un projet de stabilisation communautaire lancé par l'OIM, l'Organisme des Nations Unies chargé des migrations, leur a donné, ainsi qu'à 26 autres Nigériens, une raison de rêver d'un meilleur avenir dans leur communauté. Ce groupe de 30 personnes est composé de migrants de retour de Libye, d'anciens passeurs et de jeunes à risques ; Leur vies sont guidées par de l'ambition, un peu d'incertitude, mais surtout beaucoup d'espoir. Ils cherchent désormais des opportunités dans le secteur agricole afin d'améliorer leur quotidien.



Mohamed, 45 ans, parle de la Libye avec l'émotion d'un homme qui a connu des jours meilleurs. Pour lui, les choses sont simples : La vie est meilleure lorsqu'il n'a pas à se préoccuper du lendemain.

« La vie était belle en Libye. Je travaillais un jour, et je pouvais me nourrir pendant 3 jours » dit-il.

Tout comme des milliers d'autres Nigériens, Mohamed a quitté son pays pour la Libye afin de gagner de l'argent ; Par la suite, il prévoyait de rentrer chez lui, nourrir sa famille et repartir. Le rêve européen n'a jamais été son ambition.

Pendant son séjour à l'étranger, Mohamed a travaillé dans un garage où ses amis Soudanais lui ont appris la soudure. Il est revenu au Niger en 2005 lorsque la situation sécuritaire en Libye a commencé à se détériorer, mais lorsqu'il a pris conscience des taxes

qu'il devrait payer au Niger, en plus du manque de client, il a rapidement réalisé qu'il devrait changer de travail.

«J'ai quitté le Niger maintes et maintes fois et je suis revenu autant de fois.» — Mohamed

Depuis son retour, Mohamed a participé à quelques activités dites "génératrices de revenus", telles que la vente de lait de chameau, mais un travail stable est introuvable. «Je n'ai plus de travail stable depuis 1987, quand le tourisme était en plein essor à Agadez et que le rallye Paris-Dakar était populaire», dit-il.

Mohamed est l'un des 30 bénéficiaires nigériens sélectionnés par un comité de dirigeants locaux à Agadez pour participer au nouveau projet de stabilisation des communautés de l'OIM. Soutenu par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), le projet se concentre



J'ai quitté le Niger maintes et maintes fois et je suis revenu autant de fois.



Photo: IOM

sur la réintégration des migrants et la lutte contre la radicalisation dans la région, à travers la création d'emplois par la restauration des terres dégradées auparavant productives.

Chaque bénéficiaire a reçu des autorités un hectare de terres à utiliser pour des activités génératrices de revenus. La culture de légumes dépend beaucoup de la saison, certaines saisons n'étant pas aussi rentables que d'autres. Dans cet esprit, et jusqu'à la fin du projet, chacun d'entre eux reçoit une allocation mensuelle de 60 000 FCFA (EUR 90).

Comme beaucoup de ses compatriotes, Mohamed a fait sa part de travail agricole au cours de sa vie — il s'agit de l'une des principales sources de revenus à Agadez — il n'a donc pas peur recommencer, tant que cela garantit à sa famille assez de nourriture. Quand Mohamed a demandé à ses futurs beaux-parents la main de leur fille, il a promis qu'il prendrait soin d'elle. «J'ai l'intention de tenir cette promesse», dit-il.

Sur le papier, Issouf, âgé de 24 ans, remplit les critères pour être considéré comme un jeune à risque: un chômeur sans formation scolaire, âgé de 18 à 35 ans, qui peut à peine trouver les moyens de se nourrir et de nourrir sa famille, mais qui est prêt à tout pour trouver un moyen de le faire — que ce soit par des moyens réguliers ou en se livrant à des activités criminelles. Alors qu'Issouf est considéré comme une personne à risque, il est à première vue un jeune homme qui a été élevé pour connaître un avenir loin du crime.

Issouf vit avec ses parents, ses dix frères et sœurs, de nombreuses tantes, neveux et nièces, dans un foyer se trouvant à environ trois kilomètres de la ville d'Agadez, dans la brousse. La famille de Mohamed et 80 autres forment une communauté très unie. Issouf prend n'importe quel travail et peut souvent faire du jardinage avec son père et ses frères. Son beau-frère est parti pour la Libye il y a quelque temps et n'est jamais revenu. Ce n'était donc pas une surprise qu'Issouf ait sauté sur l'opportunité de prendre part à un nouveau projet agricole quand il a entendu dire que des jeunes chômeurs de son village étaient recherchés. Ses parents étaient ravis d'apprendre qu'il a été choisi et qu'il pourrait bénéficier d'un revenu stable lui permettant de subvenir aux besoins de sa famille nombreuse.

« A la fin de la journée, on s'entraide tous pour pouvoir joindre les deux bouts » Issouf



A la fin de la journée, on s'entraide tous pour pouvoir joindre les deux bouts

Le projet de stabilisation communautaire n'est pas conçu comme un plan de reconversion pour les ex-passeurs, mais comme une approche inclusive visant à impliquer tous les membres de la communauté. Le projet de la Convention s'adresse à d'anciens passeurs tels que Moussa. Il y a plusieurs années, cet homme de 48 ans a été approché par des amis de la contrebande qui semblaient bien se por-



Mohamed- Photo: IOM



ter. Jeunes et sans emploi, Moussa a décidé de tenter sa chance et de rejoindre leur entreprise. S'il y avait des migrants à la recherche d'un moyen de transport, il était là pour assurer leur trajet. Petit à petit, l'entreprise s'est développée, de même que ses revenus. Dix ans plus tard, lorsque la loi n° 2015-36 (incrimination du trafic de migrants) a commencé à être appliquée au Niger, il a abandonné ses activités.

“Je gagnais beaucoup en tant que passeur, mais cela ne valait pas le risqué encouru” — Moussa

Avant même de s'imaginer devenir passeur, Moussa avait l'habitude de jardiner pour gagner sa vie. Son esprit d'entrepreneur transparait lorsqu'il parle de ses plans concernant le terrain qui lui a été attribué dans le cadre du projet. Il veut non seulement cultiver des légumes, mais aussi des orangers, des manguiers et des dattiers. Pendant le mois d'avril, lorsque les prix des moutons sont au plus bas, il compte en acheter quelques-uns et leur construire un enclos sur son terrain. Plus tard, il pourra les vendre à un prix plus élevé. Il discute souvent avec les autres bénéficiaires de la manière dont ils peuvent rendre cette terre plus lucrative pour tous.

«Cucurbitacées», annonce Fiza, assistant de l'OIM pour la stabilisation communautaire à Agadez. «C'est ce qu'ils devraient planter cette saison: concombres, citrouilles, pastèques».

Au cours du projet, chaque bénéficiaire participera à une formation en agriculture et recevra un kit de semences adapté à la campagne maraîchère en cours. Une fois qu'ils

commencent à faire des bénéfices, ils peuvent diversifier les produits qu'ils cultivent.

Pour pratiquer l'agriculture en plein désert, le défi évident est de trouver de l'eau.

Comme Abdoul, 35 ans, le dit : «S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de travail.» Avec le soutien du comité local et des fournisseurs, et après une étude de faisabilité approfondie, le terrain a été nivelé et le forage a commencé pour trouver de l'eau.

Etant donné que les parcelles sélectionnées ne bénéficieront plus à la communauté des éleveurs de la région, 200 hectares de terre à proximité ont également été restaurés. Compte tenu du terrain peu propice à l'agriculture qu'Agadez a à offrir, plus de 100 000 demi lunes ont été créées pour récolter et conserver l'eau de pluie et créer un environnement favorable aux plantes. Plus de 150 personnes se sont engagées dans des activités de cash for work pendant la saison des pluies pour créer des demi lunes et planter plus de 60 000 arbres. Ce nouvel espace et les châteaux d'eau créés sont mis à disposition des quatre villages environnants.

Le projet vise également à organiser des formations hebdomadaires en agriculture pour près de 500 migrants d'Afrique de l'Ouest séjournant dans le centre de transit de l'OIM à Agadez, en attendant que leurs documents de voyage soient prêts. Les migrants apprendront de nouvelles compétences sur les terres allouées aux bénéficiaires, et ils peuvent donc tous interagir non seulement sur le plan professionnel, mais aussi sur le

plan personnel, car nombre d'entre eux ont partagé des expériences migratoires similaires.

Aghali, 25 ans, gagnait sa vie comme chauffeur de taxi moto à Agadez. Lorsque sa moto a été volée, il a décidé que la seule option était de partir en Libye. Une fois arrivé en Libye, il a trouvé un emploi dans l'agriculture en dehors de la capitale, Tripoli. Comme il était à peine payé pour son travail, il est retourné à Tripoli où il a été kidnappé et emprisonné pendant cinq mois. Il n'a jamais appelé ses parents pour demander de l'argent pour payer la rançon car il ne voulait pas les inquiéter.

“Les enlèvements, l'esclavage, c'était trop dur à supporter, alors je suis revenu.” — Aghali

Aghali est revenu en 2017, mais il n'a toujours pas eu de nouvelles des amis qu'il a laissés en prison. Il a sept frères et sœurs et partage un lien particulièrement fort avec son frère Rhissa. Depuis son retour, Aghali n'a pas pu trouver un emploi stable. Une “bonne journée” pour Aghali représente environ quatre euros gagnés sur les terres de ses voisins. En l'absence d'Aghali, Rhissa voulait suivre les traces de son frère et partir pour la Libye, mais ses parents craignaient pour son avenir.

Aghali espère maintenant que son propre terrain et la possibilité de travailler aux côtés de son frère mènera à un nouveau chapitre positif de sa vie.

Le Projet de réintégration des migrants et de lutte contre la radicalisation à travers la création d'emplois par la restauration des terres dégradées et de leur base productive est financé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). Le programme de stabilisation communautaire de l'OIM a pour objectif d'aider les gouvernements et la société civile à réduire les facteurs menant à la migration irrégulière et forcée, d'intégrer les besoins des groupes marginalisés et des communautés d'accueil et de répondre à l'impact des flux migratoires sur la communauté.

Les femmes au Sahel agissent pour la Paix et la Sécurité

Dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (SINUS), **ONU Femmes**, a mis en place l'agenda femmes paix et sécurité. 1542 femmes médiatrices ont été formées pour prévenir des conflits et consolider de la paix.



Session de formation des femmes du Groupe de Travail, Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et le Sahel. 24 juin 2019 à Dakar. Photo: UNOWAS CPIO

Face aux multiples défis que connaît la région du Sahel, celui concernant la sécurité est sans aucun doute le plus pressant. Aussi, il était nécessaire d'engager les différentes catégories de la population du Sahel afin de jouer un rôle dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Les femmes et les jeunes, notamment, représentent une catégorie importante dans les pays du Sahel, et leur intervention dans l'espace politique et économique entre autre n'est plus une simple option, c'est une priorité stratégique qui est désormais de plus en plus intégrée dans les programmes de développement des pays de la région.

Afin de promouvoir cette approche, ONU Femmes en coordination étroite avec les pays du Sahel et les organisations régionales, a lancé un « Programme d'accélération de la mise en œuvre de l'agenda femmes paix et sécurité pour une meilleure prévention des conflits et la consolidation de la paix dans la région du Sahel ».



La participation des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix se fait aussi à travers une sensibilisation des forces de sécurité.

Au-delà de son ambition d'investir dans la paix et la prévention, le programme vise à accentuer l'intervention des femmes dans le processus de paix à travers des partenariats avec les gouvernements, et les organisations régionales comme le G5 Sahel, l'Autorité du Liptako Gourma, la Commission du Bassin du Lac Tchad et la CEDEAO.

1542 femmes médiatrices ont été formées dans les différents pays du Sahel. Elles sont déjà impliquées dans la prévention des conflits communautaires et contribuent activement au rapprochement et à la réconciliation des communautés. Elles contribuent également à la sensibilisation sur la paix des bénéficiaires des autres programmes des agences des Nations Unies.

Le programme **agenda femmes paix et sécurité** accorde l'appui technique et institutionnel aux principales organisations régionales dont la Plate-Forme des femmes du G5Sahel, le Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO qui ont initié des actions ambitieuses, notamment dans les régions transfrontalières entre le Mali et le Niger et dans la région du Lac Tchad. Des initiatives similaires seront menées dans la région du Liptako-Gourma en 2020 où les femmes joueront un rôle actif dans la gestion des conflits communautaires dans « l'optique de la paix locale à la paix globale ».

La participation des femmes dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix se fait aussi à travers une sensibilisation des forces de sécurité. Des rencontres de dialogue entre les femmes et les acteurs de la sécurité comprenant les forces de défense, les responsables administratifs et les responsables judiciaires ont été régulièrement organisées par ONU Femmes dans les régions frontalières entre le Mali (à Gao et Ménaka) et le Niger (à Diffa) dans le cadre d'un projet financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF). Ces initiatives basées sur une approche transfrontalière continueront en 2020 et toucheront également la gestion des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

Le dividende démographique pour un développement durable au Sahel

A travers le projet SWEED, UNFPA en partenariat avec les gouvernements de la région, et d'autres partenaires régionaux et internationaux, a permis à des milliers de jeunes femmes et hommes de contribuer à la croissance économique et au développement durable du Sahel.

Dans la plupart des pays de la région du Sahel, les remarquables efforts déployés pour stimuler la croissance économique d'environ 5% par an au cours des deux dernières décennies, ont été engloutis par une croissance démographique rapide, qui aggrave les niveaux de pauvreté : Dans certains pays, des milliers de femmes meurent chaque année des causes évitables liées à la grossesse, des millions d'enfants sont privés d'éducation et se retrouvent dans la rue en raison de la pauvreté et des mariages précoces. Pour répondre à ces défis et améliorer le bien-être des personnes dans la région du Sahel, UNFPA, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations unies pour le Sahel (SINUS), a entrepris plusieurs initiatives axées sur l'apport du dividende démographique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, et la résilience des communautés face à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

Le projet SWEDD

Accroître l'accès des femmes et des adolescentes à la santé sexuelle et reproductive, notamment la planification familiale volontaire et la santé maternelle, c'est l'un des objectifs visés par le Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel- (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD), effectif actuellement dans sept pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Bénin avec le soutien financier de la Banque mondiale, l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé.

Cette initiative s'inscrit également dans l'engagement pris par les gouvernements des pays du Sahel d'accélérer la transition démographique, de capturer le dividende démographique et de réduire les inégalités de genre dans la région du Sahel.

Lancé en novembre 2015, pour une période initiale de trois ans, le SWEDD devait prendre fin le 31 décembre 2018, mais en raison des acquis enregistrés, du poten-

tiel de transformation des bénéficiaires révélé par des études et de l'attraction du projet au niveau d'autres pays, la Banque mondiale, en accord avec les pays concernés, a décidé de prolonger son appui financier et technique jusqu'au 31 décembre 2023.

Avec l'appui d'UNFPA, La stratégie de mise en œuvre du projet SWEDD se base sur les principes de la responsabilisation et la participation active des partenaires, la gestion étant axée sur les résultats et le faire-faire.

Le projet SWEDD a été conçu, suite à une analyse de la situation de la région du Sahel, caractérisée par un faible niveau d'éducation, notamment chez les filles, un niveau de e pauvreté élevé, une insécurité alimentaire, un écart entre les sexes, des niveaux de pratique contraceptive faibles, des niveaux de fécondité toujours élevés, ainsi que par de multiples contraintes qui ont un impact négatif sur la sécurité et le développement.

Le projet SWEDD s'articule autour de trois actions majeures : création d'une demande pour les produits et services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle (SRMNIN) en favorisant le changement social et de comportement, autonomisation des femmes et des adolescentes, et renforcement des capacités régionales afin d'améliorer l'offre en produits de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et nutritionnelle et en personnel qualifié.

10 154 sages-femmes ont été formées aux nouvelles technologies et leur effectif a augmenté de 15,2%. En quatre ans d'existence, le SWEDD a permis une augmentation de la prévalence contraceptive avec plus 4 302 000 femmes qui utilisent des méthodes de contraception modernes et une hausse du taux d'achèvement des filles au secondaire de 35,1% à 40,3% entre 2015 et 2018. Ainsi qu'une amélioration du revenu moyen de la femme et une diminution du nombre de mariages d'enfants .



Mauritanie SWEDD : 20 femmes bénéficiaires des espaces sûrs, lauréates de la compétition sur les meilleurs projets d'Activités Génératrices de Revenus, financées et formées. Photo: UNFPA.



L'impact de SWEDD qui s'adresse prioritairement aux femmes, aux jeunes filles et aux adolescentes, est concret et visible dans divers domaines

Sa mise en œuvre se traduit par les actions concrètes sur le terrain dans plusieurs régions des pays couverts par le projet : les campagnes de sensibilisation ont touché plus de 627 millions de personnes sur la santé reproductive, maternelle et infantile ;

les actions de formation ont permis à 106 263 filles et adolescentes de bénéficier d'un appui à la scolarisation et au maintien à l'école. 99 704 filles et jeunes femmes ont été formées aux activités génératrices de revenus, et 102 600 filles non scolarisées ou déscolarisées ont désormais une seconde chance grâce à la mise en place de 3 420 espaces sûrs.

A travers l'instauration de 1 640 clubs des maris et futurs maris au Niger, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Burkina Faso, et au Tchad, c'est la participation des hommes et des garçons pour une meilleure égalité des sexes qui est favorisée. Cette approche transformative du genre peut créer un environnement favorable à l'autonomisation des femmes au sein de la famille ainsi que dans la communauté en général. En faisant la promotion des attitudes et des comportements équitables entre les sexes) et en encourageant un changement normatif par la mobilisation communautaire, le projet s'attaque à certaines des causes profondes du mariage précoce et de la procréation précoce.

L'impact de SWEDD qui s'adresse prioritairement aux femmes, aux

jeunes filles et aux adolescentes, est concret et visible dans divers domaines. En effet, le SWEDD contribue à améliorer la santé et la nutrition des enfants, au renforcement de l'éducation des filles et à lutter contre les fléaux comme le mariage précoce, les pratiques socioculturelles néfastes, les mutilations génitales féminines, le lévirat, et les avortements clandestins. à l'amélioration du niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité, par l'éducation et l'approfondissement des connaissances en matière de nutrition et de santé de la reproduction, maternelle, néonatale et infantile de la population féminine.

Le SWEDD est porteur de grands espoirs pour la réduction de la vulnérabilité des adolescentes et jeunes femmes et des inégalités de genre en Afrique. Le projet pose les piliers de la capture du dividende démographique. En contribuant à améliorer les possibilités offertes aux femmes et aux jeunes filles, elles participeront davantage à la croissance économique et au développement durable du Sahel et du continent.

Le rôle actif de l'**ONU**DC pour aider à résoudre les défis sécuritaires au Sahel

Dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel (SINUS), l'ONU DC mène des activités importantes pour soutenir les efforts des pays afin de relever les défis sécuritaires.

Les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont immenses, mais les activités de l'ONU DC visant à relever ces défis sont tout aussi immenses et importantes. La lutte contre la corruption, le renforcement de l'application de la loi et du contrôle des frontières, la lutte contre le trafic illicite d'armes à feu, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, la prévention du terrorisme, la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent sont, entre autres, les domaines dans lesquels l'ONU DC joue un rôle majeur en partenariat avec les pays de la région.

Depuis 2014, l'ONU DC a mis en œuvre plus de 600 activités nationales et régionales, touchant environ 15 000 bénéficiaires.

Lutte contre les activités illicites

Parmi les exemples concrets du travail de l'ONU DC au Sahel au fil des ans, on peut citer le soutien apporté aux pays du Sahel pour renforcer leur lutte contre la prolifération des armes à feu et l'accent mis sur la création d'une culture d'intégrité, qui soutient toutes les autres actions visant à renforcer les systèmes de justice pénale au Sahel afin de lutter efficacement contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et le terrorisme dans la région. Pour aller plus loin, l'ONU DC en coopération avec d'autres partenaires cherche à garantir la promotion du rôle des femmes et des filles en tant qu'agents de paix et de développement au Sahel.

Le trafic illicite d'armes à feu représente une grave menace pour la sécurité au Sahel. Les armes acquises illégalement par des groupes armés ou des organisations terroristes leur permettent d'entreprendre des activités qui déstabilisent davantage la situation sécuritaire déjà précaire dans la région. La sensibilisation, l'enregistrement adéquat des armes



En janvier 2019, plus de 71 500 armes à feu avaient été marquées et enregistrées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

à feu dans les stocks nationaux et l'encouragement des populations à remettre leurs armes à feu sont devenus essentiels pour les gouvernements dans leur lutte contre ce trafic illicite.

L'ONU DC fournit une assistance technique, des conseils d'experts et un soutien financier aux pays du Sahel pour soutenir le marquage, l'enregistrement, le stockage physique et la gestion de la sécurité ainsi que la destruction des armes à feu, en particulier des armes illicites, au niveau des capitales mais aussi sur l'ensemble des territoires nationaux. Le travail effectué aide les pays à remplir les exigences internationales et régionales, notamment au titre du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (Protocole sur les armes à feu) et de la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre (ALPC).

Pour mieux soutenir le contrôle du détournement des armes de l'usage licite à l'usage illicite par le biais



Le Ministre de l'Intérieur du Niger S.E. M. Mohamed BAZOUM recevant les armes remises volontairement par des éléments des groupes armés à Agadez. Photo: UNODC

des stocks nationaux, l'ONUDC soutient techniquement et financièrement la construction de sites de transit d'armes. Ces stocks visent à collecter et à centraliser toutes les armes illicites, saisies ou remises sur l'ensemble du territoire national et à sécuriser les armes qui constituent des preuves dans les affaires.

En janvier 2019, plus de 71 500 armes à feu avaient été marquées et enregistrées au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Lutter contre l'impunité

Avec l'adhésion du Tchad à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) le 26 juin 2018, suite au travail de l'ONUDC avec tous les pays de la région, le nombre d'États parties à la Convention a été porté à 186, incluant par la suite tous les États membres du G5 et tous les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Ceci a constitué une base solide pour étendre le travail à

l'aide à la mise en œuvre spécifique d'activités visant à lutter contre la corruption, mais aussi à la collaboration avec les journalistes d'investigation et les universités pour atteindre toutes les couches de la société.

L'ONUDC soutient la Cellule Norbert Zongo pour le journalisme d'investigation en Afrique de l'Ouest (CENOZO), dont le siège se trouve au Centre national de presse Norbert Zongo à Ouagadougou, au Burkina Faso depuis son lancement en 2015. La CENOZO vise à promouvoir le journalisme d'investigation dans les domaines de la corruption, de la mauvaise gouvernance, du crime organisé et des violations des droits de l'homme dans la région.

Grâce au réseau étendu de CENOZO, qui compte plus de 50 journalistes dans la région, l'organisation forme, soutient et coordonne les journalistes d'investigation en Afrique de l'Ouest, favorisant ainsi une plus grande collaboration et des partenariats solides.



Ce master vise à renforcer les capacités des futurs professionnels qui seront chargés de lutter contre la corruption.



Groupe d'étudiants participant au Master à Ouaga II. Photo: UNODC

Soutenir les initiatives de dialogue communautaire transfrontalier avec les acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice pour la consolidation de la paix afin de rétablir la confiance grâce à une approche axée sur le genre

CENOZO s'est notamment associée au Consortium international des journalistes d'investigation (CIJI) pour créer le plus grand réseau de collaboration de journalistes en Afrique de l'Ouest, en mettant en relation 13 journalistes de 11 pays de la région. Ils ont passé au crible des millions de documents ayant fait l'objet de fuites et ont mené des enquêtes qui ont finalement permis de découvrir et d'exposer la profondeur et les effets dévastateurs de la délocalisation des élites, des fonctionnaires et des grandes multinationales aux dépens de la population.

Cette série d'enquêtes a été publiée sous le hashtag #WestAfricaLeaks en 2018 et a reçu à ce jour quatre prix internationaux de la New York State Society of Certified Public Accountants (NYSSCPA), de l'Association professionnelle des journalistes de Washington DC, de la Society for the Advancement of Business Editing and Writing (SABEW) et de la National Association of Black Journalists. Certains de ces rapports ont réussi à susciter l'intérêt des organismes d'enquête nationaux.

Une autre initiative, comprend le lancement officiel, au Burkina Faso, du premier programme de Master sur la lutte contre la corruption à l'Université Ouaga II. Ceci est le résultat de plu-

sieurs années d'engagement, de dévouement et de discussions entre partenaires. Les premières étapes ont été franchies en 2015, lors d'une réunion régionale à Doha, au Qatar, réunissant des représentants d'universités d'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui ont appelé les universités de la région à s'engager fermement à introduire des cours et des programmes de lutte contre la corruption dans leurs programmes d'enseignement et de recherche.

Le projet de master a été développé avec le soutien technique de l'ONUDC et d'universitaires tunisiens, qui ont partagé leur propre expérience avec les universitaires burkinabés, dans une perspective de coopération Sud-Sud. Suite à l'approbation du Conseil scientifique de la Faculté des sciences sociales et économiques, de l'hôte du Master et du Conseil de l'Université, le programme du Master a été officiellement lancé en janvier 2019, réunissant 25 professionnels de divers horizons. Outre la promotion d'une culture d'intégrité, ce master vise à renforcer les capacités des futurs professionnels qui seront chargés de lutter contre la corruption. Les travaux sont en cours, le dernier en date étant un module sur l'éthique et la lutte contre la corruption qui a été développé et ajouté au programme d'études.

L'objectif est également de faire en sorte que, dans une perspective de coopération sud-sud, l'expérience burkinabé en matière d'éducation anticorruption puisse être reproduite dans d'autres pays de la région.

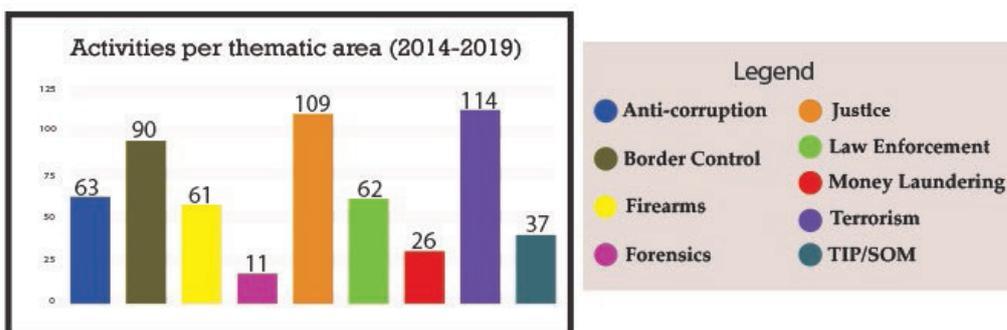
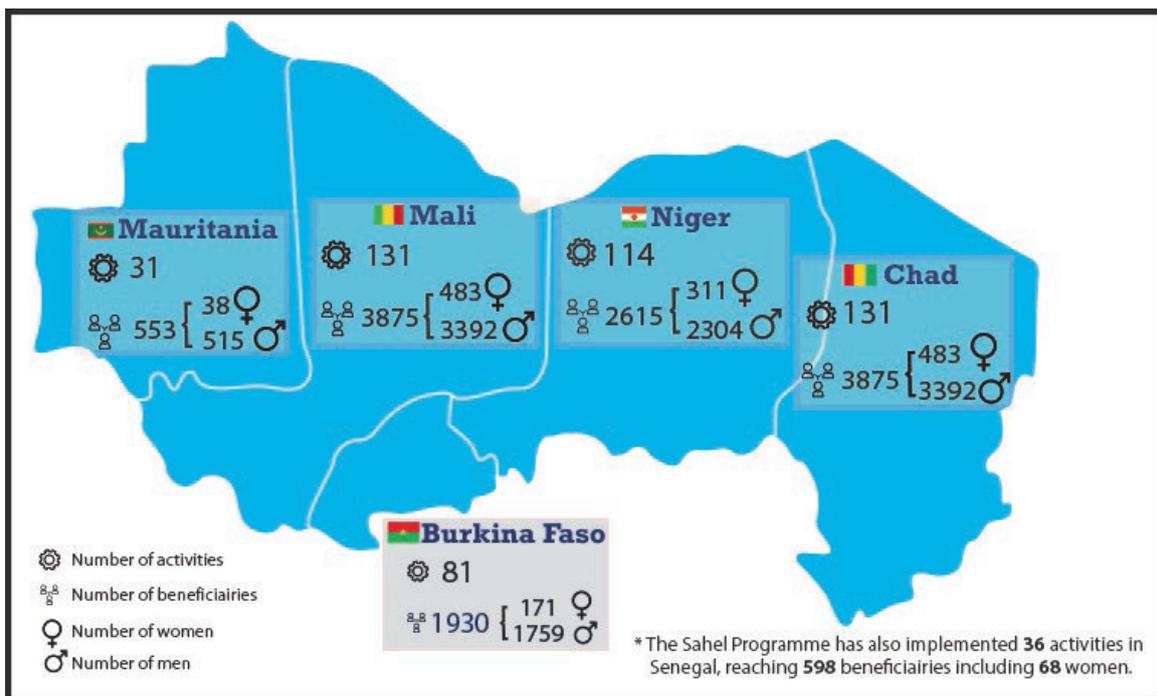
Les femmes et les filles, agents de la paix et du développement au Sahel

Pour renforcer encore la mise en œuvre de la SINUS, l'ONU DC, le HCDH et ONU Femmes ont coopéré pour faire en sorte que les femmes et les filles soient prises en considération en tant qu'agents de la paix et du développement au Sahel. Les trois agences ont aidé le G5 Sahel à élaborer une stratégie en matière de genre et ont soutenu l'intégration du genre dans les activités du G5 liées à la sécurité. Une étude sur le genre et la réforme du secteur de la sécurité a été réalisée dans les cinq pays du G5 Sahel. Les chefs militaires et de sécurité du G5 Sahel ont discuté de

solutions pour mieux intégrer et promouvoir les femmes dans les forces de défense et de sécurité du Sahel, ce qui a conduit à un plan d'action et à la promotion d'officiers féminins identifiés dans la région.

De plus, des discussions innovantes entre les communautés vulnérables, les forces de défense et de sécurité et le système de justice pénale sont soutenues par l'ONU DC et ONU Femmes dans les zones frontalières du Mali et du Niger, en ciblant les femmes en tant qu'artisans de la paix.

Soutenant les initiatives de dialogue communautaire transfrontalier avec les acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice pour la consolidation de la paix afin de rétablir la confiance par une approche axée sur le genre, ce projet encourage les initiatives de dialogue transfrontalier, les mécanismes de résolution pacifique des conflits et la sensibilisation aux procédures pénales.

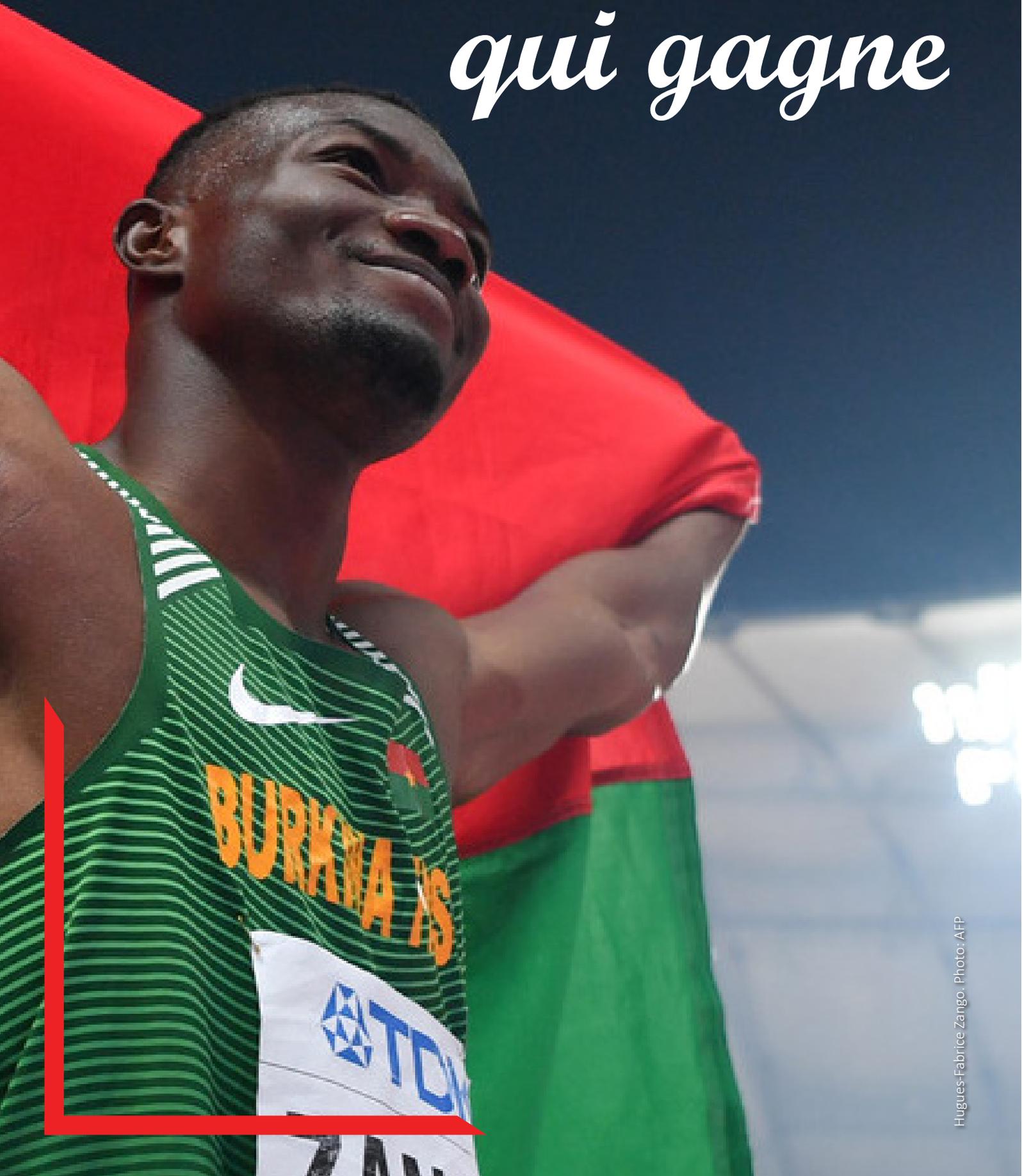


▲ Statistiques de mise en œuvre depuis 2014. Photo: UNODC

Hugues Fabrice Zango

Le Sahel

qui gagne



Il est jeune Sahélien et il remporte des médailles. Il symbolise le sahel qui prend de l'élan pour mieux sauter. Il représente le Sahel qui gagne. Il s'appelle Hugues Fabrice Zango. Il est burkinabè, athlète spécialiste du triple saut. UNOWAS Magazine est allé à sa rencontre. Portrait.

Le dimanche 29 septembre 2019, Hugues Fabrice Zango entre dans l'histoire. Ce soir-là, à Doha, au Qatar, il exécute un saut exceptionnel de 17,66 m qui lui permet de décrocher la médaille de bronze en triple saut mondial et d'établir ainsi un nouveau record africain. Cet exploit fait de lui le premier athlète burkinabè et Sahélien médaillé aux championnats du monde d'athlétisme. « C'était quelque chose d'extraordinaire », dit Zango. « Et j'espère que cette performance va pousser les jeunes de mon pays à changer de mentalité. Même pour moi, la réaliser me reconforte sur mes moyens de voir plus haut », ajoute-t-il, avec une pointe de fierté. Hugues a de quoi être fier puisqu'il apporte au continent africain la médaille en triple saut mondial qu'il attendait depuis 1983.

Né à Koudougou, au Burkina Faso, en 1993, Hugues Zango a croisé le chemin de l'athlétisme à l'âge de 17 ans, alors qu'il était en classe de 1ère. C'est au cours de sa première participation à la compétition de l'Union des Sports Scolaires et Universitaires du Burkina Faso (USSUBF) qu'il a été repéré par son coach d'alors, Christian SANOU. « Ma carrière internationale a débuté en 2013 avec ma participation aux Universiades en Russie en triple saut ou j'ai fini 6ème », précise l'athlète.

La vie de Hugues Zango n'est pas de tout repos, mais elle est bien passionnante. Le médaillé de bronze allie sport de haut niveau et hautes études. Il passe ses journées au laboratoire de recherche et ses soirées à s'entraîner au stade d'athlétisme. Eh oui ! notre champion est aussi un doctorant en 2ème année de thèse à Béthune, en France où il vit actuellement : « J'étudie les machines électriques et tout ce qu'il y a autour en partant de la conception à la commande ». Il réalise ainsi un rêve d'enfant pour l'électronique et a l'ambition de terminer son Doctorat et obtenir le titre de Professeur.

Et le Burkina dans tout ça ? C'est avec une pointe de tristesse que Hugues Zango nous parle de son pays. Depuis quelques années, Le Burkina Faso fait

face à des problèmes sécuritaires qui ne cessent de proliférer avec leur cortège de morts et de destructions. Pour l'athlète, « si on ne combat pas efficacement le terrorisme, c'est parce qu'on n'en connaît pas les causes réelles et profondes ». « Je pense sérieusement que le terrorisme est apparu à cause de notre société moderne toujours plus cupide, qui creuse les inégalités sociales et ruine l'espoir de millions de personnes » insiste, avec grande certitude, Hugues Zango. Avant d'exprimer le souhait de voir son pays et tous les autres Etats de la région du Sahel, se relever de ce fléau qu'est le terrorisme, il pense que « cela passera certainement par donner de l'espoir à tous de trouver sa place dans nos sociétés. La solidarité sera une arme pour combattre ce mal à la racine ».

En tant que jeune africain vivant en France, le médaillé de bronze est sensible au débat sur l'immigration clandestine. Je la déconseille vivement aux jeunes, car c'est jouer avec sa propre vie en utilisant des dés pipés », déclare-t-il. Cependant, il n'est pas contre une immigration légale qui « peut permettre de grandir », comme le rappelle le proverbe africain qu'il cite « Un jeune qui a fait 100 villages est plus sage qu'un vieux qui a vécu 100 ans »

Hugues Fabrice Zango dit être très sensible à toute la souffrance que traverse l'Afrique, et plus particulièrement le Sahel. Il nourrit de grands projets pour son pays et le Sahel : « je me dis qu'il faut agir. J'aiderai et j'apporterai mon énergie à un meilleur être général ». Dans le long terme il envisage d'écrire des livres en s'appuyant sur ses expériences sportives et universitaires afin de changer les mentalités.

En attendant, l'athlète Burkinabè rêve encore de podium et de faire gagner le Sahel. Il nous garantit un spectacle pour la finale olympique du triple saut qui se déroulera à Tokyo le 6 Août prochain. Rendez-vous pris pour célébrer le Sahel qui gagne.